





Appel à contributions de la Revue Tiers Monde

Agricultures familiales : trajectoires, modernités et controverses

Coordination du numéro

Delphine Acloque Desmulier, agrégée et doctorante en géographie au Laboratoire Mosaïques (Université Paris Ouest Nanterre La Défense) et allocataire au CEDEJ (Le Caire).

Pierre Gasselin, agronome et géographe, INRA-SAD, UMR Innovation (Montpellier).

Henri Rouillé d'Orfeuil, agronome et économiste, Académie d'agriculture, chargé de la coordination et de l'animation de l'Année internationale de l'agriculture familiale par les ministres français de l'agriculture et des Affaires étrangère/Développement.

Argumentaire

En votant, en décembre 2011, une résolution faisant de 2014 l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), l'Assemblée générale des Nations Unies a remis à l'agenda politique et scientifique une forme sociale et technique d'agriculture pendant longtemps dépréciée et décriée. Les modèles agroindustriels exportateurs ont pendant longtemps accaparé l'essentiel des investissements dans le cadre d'économies très largement libéralisées. Les performances très relatives de ce type d'agriculture en termes d'objectifs de réduction de la pauvreté et de la lutte contre l'insécurité alimentaire ont progressivement conduit, au milieu de la décennie écoulée, certains experts à réhabiliter les agricultures familiales, relayant ainsi les discours et les plaidoyers des acteurs de solidarité internationale. Ces experts insistent surtout sur les avantages comparatifs et le caractère multifonctionnel des agricultures familiales dans des contextes de fragilités globales et de crises complexes et durables. Néanmoins, sans l'appui de politiques publiques et d'investissements structurels, leur capacité de résistance, d'adaptation et d'innovation, tant vantée, est souvent très contrainte : les agricultures familiales peinent à sécuriser leur devenir à court terme et à moyen terme. La porte est ainsi ouverte à la justification d'une plus grande intervention politique, aussi bien en termes de régulation des marchés fonciers et agricoles, d'accès aux intrants et aux services (semences, crédit, stockage...) que d'accompagnement (recherche, formation, conseil).

L'émergence de l'agriculture familiale dans l'agenda international est également liée aux impacts de la crise mondiale globale de 2007-2009. Face à cette crise, les politiques étatiques et les règles internationales ont vite montré leurs limites. Provoquant des émeutes de la faim, cette crise a révélé à l'opinion publique les mécanismes à l'œuvre au cœur de l'économie mondiale. Liés aux mouvements de prix, des phénomènes tels que la marchandisation et la privatisation accélérée des ressources agricoles (spéculations sur les marchés) et des facteurs de production (acquisitions foncières) se sont







amplifiés. L'absence de régulation des marchés agricoles laisse planer sur la partie rurale et urbaine la plus pauvre de l'humanité une insécurité alimentaire. A bien des égards, l'exploitation familiale apparait comme le contre-modèle de l'entreprise de production agricole à capitaux exogènes et à travail salarié, qui semblait devoir s'imposer.

De fait, lorsqu'elles bénéficient d'un environnement favorable, les exploitations familiales ne présentent-t-elles pas un potentiel de développement démontré dans les pays du Sud comme du Nord ? Le caractère familial de l'exploitation n'est-il pas une incitation à assurer la sécurité alimentaire des proches, à inclure la main-d'œuvre familiale et à prendre soin du patrimoine ? Mais, comme le montrent certaines agricultures, les exploitations familiales peuvent être des compétitrices aussi performantes que les agricultures fondées sur d'autres modèles de production.

L'année 2014 constitue donc une opportunité majeure, pour les chercheurs comme pour les acteurs du développement, de rendre compte de la diversité des agricultures familiales, de leurs atouts mais également des difficultés auxquelles elles sont confrontées. Pour le chercheur, l'agriculture familiale est une catégorie analytique (objet de recherches, de statistiques), opérationnelle (notamment comme objet intermédiaire de l'ingénierie agronomique, économique et sociale), identitaire (levier d'émancipation et support d'appartenance syndicale, corporatiste, etc.), sociale (ferment d'action collective, objet et cadre de négociations), politique (cible d'intervention publique). Ces diverses catégories déterminent des enjeux de définition souvent différents. Etablir le périmètre de ce qu'est ou n'est pas l'agriculture familiale est d'importance cruciale, notamment lorsqu'il s'agit de définir les groupes-cibles des politiques publiques. Le caractère largement familial du travail et de la décision stratégique, ainsi que la dimension patrimoniale de l'outil de production (terre et capital), en sont sans doute les caractéristiques principales. Enfin, selon la définition que l'on retient et les pays observés, la notion d'agriculture familiale n'est pas liée à la taille de l'exploitation (superficie, nombre d'actifs et biens d'équipement). Il est donc illusoire d'en chercher une définition unique et stabilisée, tant l'histoire et les contextes locaux déterminent des formes très dynamiques, sujettes à recompositions et contrastées au regard d'enjeux situés.

Au-delà de toute incantation pour une définition stabilisée, ce dossier rassemblera des contributions interrogeant, d'une part, la modernité de cette agriculture familiale réhabilitée et, d'autre part, les nouvelles controverses que suscite sa mise en lumière dans les arènes politiques et scientifiques.

Ces contributions chercheront notamment à apporter des éclairages nouveaux sur la multifonctionnalité des agricultures familiales, en revisitant leur rôle économique, social, politique et environnemental à différentes échelles : celle de la cellule familiale souvent une famille élargie (place des femmes et des jeunes ; revenus agricoles et non agricoles...), celle des territoires villageois et ruraux (gouvernance des ressources ; organisation de producteurs...), celle de régions plus vastes associant espaces ruraux, urbains et périurbains, où les agricultures familiales participent à de multiples interactions (flux migratoires ; mobilités quotidiennes ; flux de produits agricoles ; flux financiers ; contractualisation avec des entreprises d'amont et d'aval...), et celle des Etats (stabilisation démographique, sociale et politique des campagnes ; gouvernance des territoires).







Thématiques

Afin d'éclairer cette « nouvelle modernité » et les controverses qui l'accompagnent, ou montrer que leur nouveauté n'est qu'apparente, les contributeurs trouveront ici trois fils directeurs du dossier :

La réhabilitation politique et scientifique des agricultures familiales : pour qui ? Pourquoi ?

Comment l'agriculture familiale, qualifiée encore récemment d'archaïque, se retrouve-t-elle aujourd'hui parangon du modèle agricole célébré au niveau international ? S'agit-il d'un phénomène opportuniste ou d'une révolution paradigmatique ?

N'est-il pas paradoxal de voir se multiplier les discours promouvant l'agriculture familiale à l'échelle mondiale, alors même que la plupart des politiques agricoles s'efforce de promouvoir une agriculture d'entreprise, moteur d'un « agrobusiness » paré de nombreuses qualités ?

Devant le constat d'échec des expériences de collectivisation agricole, du désengagement des acteurs étatiques de la production agricole, d'un intérêt croissant du capital pour l'amont et l'aval de l'agriculture, mais très hésitant à s'engager dans la production agricole elle-même, l'exploitation familiale agricole n'est-elle pas une excellente solution, à la fois pour les Etats et pour les grandes entreprises, puisqu'elle laisse les agriculteurs assumer la plus grande part des risques et la faible mobilité du capital investi dans la production agricole ?

Les transformations du caractère familial des agricultures : comment ? Dans quels contextes ?

Alors que la famille est souvent bousculée (transformation des solidarités de premier ordre, déplacement des cadres de l'autorité, recompositions parentales au cours du cycle de la vie, individualisation dans certains pays, etc.) et que la recherche de revenus complémentaires recompose le lien à l'exploitation de certains membres de la famille, comment expliquer que cette « nouvelle agriculture » fondée sur la famille soit devenue un modèle de stabilité et de résilience, c'est-à-dire dotée d'une capacité d'adaptation aux crises et à l'instabilité grandissante des contextes économiques, politiques ou climatiques ?

Comment les femmes, largement maltraitées dans une modèle familial souvent patriarcal, redéfinissent-elles leur place dans l'agriculture familiale présentée comme une voie d'avenir ? Que reste-t-il de la perspective familiale lorsque les enfants se détournent de plus en plus de la « reprise » et de la « transmission », que ce soit du fait des mobilités géographiques, du système éducatif ou du jeu de coûts d'opportunité du travail à l'échelle internationale ?

Comment l'agriculture peut-elle rester familiale dans les divers processus de contractualisation, qu'il s'agisse de ceux imposés par l'aval, souvent dans une stratégie d'externalisation du risque productif et de normalisation de la production, ou par l'amont, notamment par l'emploi de prestataires de services agricoles « sans terre » ?

Quels sont les termes du débat sur la diversité des modèles techniques observés dans cette forme sociale qu'est l'agriculture familiale ?

Alors que les frontières de l'exploitation agricole sont parfois chahutées par de nouvelles formes d'action collective locale et par des mobilités et des systèmes d'activité complexes, peut-on encore







parler d'agriculture familiale ? Par quelles coopérations les exploitations familiales s'organisent-elles pour répondre à la nécessité réelle ou supposée de grandir ?

Les agricultures familiales face aux défis globaux : à quelles conditions ? A quel horizon ?

En quoi les agricultures familiales sont-elles en mesure de relever les défis que les sociétés assignent aujourd'hui à l'agriculture : assurer une alimentation convenable en quantité et en qualité des populations mondiales, exploiter durablement les ressources naturelles (eau, terre, forêt), fournir des emplois et des rémunérations décentes aux populations rurales ?

Quels sont les atouts et les contraintes des exploitations familiales par comparaison à d'autres modes de production, notamment celui de l'agriculture qui repose sur l'actionnariat et/ou le salariat ? Quelles sont les conditions de leurs réussites, notamment en termes de politiques publiques ?

Cadrage des articles

Les articles pourront aborder directement certaines des questions des trois axes thématiques mentionnés précédemment ou les aborder à travers l'analyse de trajectoires d'évolution d'agricultures familiales telles qu'on peut les observer dans les différentes régions ou pays du monde. Les contributions comparatives et interdisciplinaires sont particulièrement encouragées. Les articles proposés devront être originaux. Ils pourront avoir été présentés récemment en tant que communications dans un colloque avec actes, mais ils devront alors être adaptés au format exigé par la revue *Tiers Monde*.

Consignes aux auteurs

Les propositions d'articles (4 500 signes espaces compris) sont à envoyer **avant le 24 mars 2014** au rédacteur en chef de la revue (tiermond@univ-paris1.fr). Les propositions présenteront le titre de l'article, la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié et les principaux résultats. Elles doivent également inclure les noms et prénoms des auteurs, leurs statuts et rattachements institutionnels, ainsi que l'adresse e-mail de l'auteur correspondant.

Les propositions retenues seront notifiées aux auteurs le 24 avril 2014.

Les articles sélectionnés complets seront remis avant **le 31 juillet 2014** (max 47 000 signes « espaces compris » (notes incluses)). Ils feront alors l'objet d'une double lecture pouvant donner lieu à des demandes de corrections ou au refus de l'article.

La parution du dossier est programmée pour le n° de janvier-mars 2015.

Jalons bibliographiques

Bélières J.-F., Bonnal P., Bosc P.-M., Losch B., Marzin J. & Sourisseau J.-M., 2013. *Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques*. Montpellier: CIRAD. Rapport d'étude commandé par l'AFD. 281 p.







- Burnod P., Tonneau J.-P., 2013. *Appropriations foncières et modèles agricoles*, vol. 22, n° 1, Janvier-Février 2013, Paris, John Libbey Eurotext.
- Chia E. (coord.), 2006. L'exploitation agricole familiale : mythe ou réalité ?, Cahiers Agricultures, volume 15, numéro 6, novembre-décembre.
- Dedieu B., Chia E., Leclerc B., Moulin C.-H. & Tichit M. (Ed.), 2008. L'élevage en mouvement. Flexibilité et adaptation des exploitations d'herbivores. Paris: Quae. Collection "Update Sciences & Technologies". 296 p.
- Gafsi M., Dugué P., Jamin J.-Y. & Brossier J. (Ed.), 2007. *Exploitations agricoles familiales en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Paris: Editions Quae CTA. Collection "Synthèses". 472 p.
- Guétat-Bernard H. (Ed.), 2014. Féminin-Masculin, genre et agricultures familiales. Paris: Quae. Collection "Nature et société". 256 p.
- Hernandez V. et Phélinas P., 2012. Quel avenir pour la petite agriculture au Sud ?, Autrepart, n° 62, 2012/3, 250 p.
- Hervieu B. & Purseigle F., 2011. "Des agricultures avec des agriculteurs, une nécessité pour l'Europe", in *Projet*, (2): 60-69.
- Hubert B. & Billaud J.-P., 2008. "Pour ne plus voir d'émeutes de la faim: une troisième frontière agraire à explorer?", in *Natures Sciences Sociétés*, 16(2): 109-110.
- Lamarche H., 1992. L'agriculture familiale. Comparaison internationale. Une réalité polymorphe. Tome 1. Paris: L'Harmattan.
- Lamarche H., 1994. L'agriculture familiale. Du mythe à la réalité. Tome 2. Paris: L'Harmattan.
- Losch B., Freguin-Gresh S., White E., 2011. *Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change,* Synthesis of the RuralStruc Program on the Structural Dimensions of Liberalization on Agriculture and Rural Development, Final Report, BM-AFD-FIDA-MAE-CIRAD, 342 p.
- Mcintyre B. D., Herren H. R., Wakhungu J. & Watson R. T. (Ed.), 2009. *Synthesis report (a synthesis of the global and sub-global IAASTD reports)*. Washington, DC: Island Press. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development. 106 p.
- Mundler P. & Rémy J., 2012. "L'exploitation familiale à la française: une institution dépassée?", in *L'Homme et la société*, (1): 161-179.
- The World Bank (Ed.), 2007. World Development Report 2008. Agriculture for development. Washington DC: The World Bank, 386 p.